



Minister for
International Trade

Ministre du
Commerce extérieur

STATEMENT DISCOURS

86/73

Allocution de l'honorable Pat Carney,
ministre du Commerce extérieur,
devant la Société Canada-Japon et
la Chambre de commerce canadienne
au Japon

HÔTEL AKASAKA PRINCE, TOKYO

Le 26 novembre 1986

Canada

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, j'ai une fois de plus le privilège de m'adresser aux membres de la Société Canada-Japon et de la Chambre de commerce canadienne au Japon. Ma dernière visite remonte à 14 mois à peine, mais depuis lors, les relations économiques entre nos deux pays ont été marquées de nombreux événements positifs, à tel point qu'il me faudrait tout le temps qui m'est alloué aujourd'hui pour les passer en revue.

Permettez-moi donc d'en examiner un seul, soit l'exposition universelle de Vancouver, ma ville natale. Expo 86 avait pour thème les réalisations en matière de transport et de communications, thème qui a une signification particulière pour les pays du bassin du Pacifique.

Le Japon a grandement contribué à Expo 86. Parmi les plus imposants, le pavillon japonais incarnait la vitalité et l'imagination de ce pays.

Le magnifique hôtel Pan Pacific constitue une autre contribution importante du Japon à Expo 86.

Dans l'esprit d'Expo 86, nous avons célébré le centième anniversaire de l'achèvement du chemin de fer du Canadien Pacifique et de la fondation du grand port de Vancouver.

L'un des principaux objectifs du chemin de fer du Canadien Pacifique était de favoriser le commerce transpacifique, important pour le Canada en 1886, et encore davantage aujourd'hui. Le commerce et les transports augmentent les possibilités qu'ont les pays de s'associer, de coopérer et de se comprendre.

Dans l'énoncé de ses priorités lors de l'ouverture de la dernière session parlementaire, le gouvernement soulignait l'importance du Japon. La semaine dernière, le Cabinet s'est donné un rôle de chef de file et de coordonnateur au moment où les gouvernements, le milieu des affaires et les syndicats s'intéressent au Japon.

Notre plan d'action comprend les points suivants:

- 1) Resserrer les liens au niveau du gouvernement et du Parlement afin d'examiner nos intérêts communs dans des domaines aussi variés que la sécurité régionale, la stabilité économique et la paix dans le monde. J'insisterai sur ce point au cours de ma rencontre avec le ministre des Affaires étrangères Kuranari;

- 2) Favoriser des échanges commerciaux accrus et équilibrés;
- 3) Faire du Canada un lieu propice à l'investissement japonais;
- 4) Étendre les activités du marché financier;
- 5) Encourager l'acquisition et la mise au point de technologies de même que la coopération industrielle;
- 6) Utiliser le processus des négociations multilatérales pour obtenir la libéralisation des échanges commerciaux;
- 7) Promouvoir le tourisme.

À la demande du premier ministre, ma mission est la première d'une série de visites que nous effectuerons au Japon au cours des deux prochaines années. En compagnie des chefs de file du milieu des affaires japonais, nous voulons donner suite aux résultats positifs de la mission économique japonaise qui, sous la direction de M. Kanao, s'est rendue au Canada le mois dernier. Nous voulons rappeler au gouvernement et aux leaders du monde des affaires japonais que le Canada peut être compétitif au Japon à titre de fournisseur fiable. Nous tenons toutefois à souligner que nous devons être traités avec équité en matière d'accessibilité aux marchés.

C'est pourquoi j'ai saisi cette occasion de visiter le Japon immédiatement après le passage de la mission économique japonaise au Canada. M. Kanao et sa mission se sont rendus en Colombie-Britannique, en Alberta, en Ontario et au Québec où ils ont rencontré des dirigeants du milieu des affaires et du gouvernement.

Après sa rencontre avec le premier ministre Mulroney, M. Kanao a déclaré que la mission avait découvert un "nouveau Canada". On s'est aperçu qu'Investissement Canada cherchait de nouveaux investissements et qu'il régnait au Canada un nouvel esprit de réconciliation nationale ainsi qu'un meilleur climat de travail.

Le Canada continuera de jouer auprès du Japon son rôle traditionnel d'important fournisseur de matières premières. Cependant, M. Kanao a précisé que les relations du Japon avec le nouveau Canada devaient se traduire par un accroissement des importations de produits manufacturés canadiens et par l'examen des possibilités en matière de transfert de technologie, de coentreprises et d'investissements, particulièrement dans le secteur manufacturier.

Il s'agit là d'une base solide sur laquelle nous pouvons bâtir des relations économiques bilatérales étendues.

Le premier ministre Mulroney est déterminé à ce que les relations entre le Canada et le Japon s'épanouissent pleinement. Il m'a priée de saisir la première occasion pour diriger une mission au Japon afin de donner suite aux conclusions encourageantes de la mission Kanao.

Au cours des derniers mois, nous avons pris plusieurs mesures afin d'accroître les échanges commerciaux et les investissements entre nos deux pays. Par exemple, les fonctionnaires des deux pays se sont rencontrés à Vancouver au mois de septembre afin d'examiner les progrès réalisés depuis la signature, lors de la visite du premier ministre Mulroney au Japon en mai dernier, de l'accord de coopération scientifique et technologique. Plus de 70 projets sont en cours dans différents domaines importants, notamment l'espace (par exemple l'examen des effets de l'absence de gravité), l'exploitation de l'océan (par exemple l'ingénierie portuaire et côtière), l'agriculture (par exemple les recherches sur le sarrasin et la sécurité alimentaire) et l'informatique (par exemple les appareils optiques et le traitement d'images par ordinateur).

On a également entrepris d'examiner l'Accord de coopération industrielle conclu l'année dernière par nos ministres de l'Industrie respectifs. Cet accord avait pour but de faciliter les coentreprises et le transfert de technologie et d'encourager l'investissement entre les sociétés japonaises et canadiennes dans le secteur des techniques de fabrication de pointe, de la microélectronique et des nouveaux matériaux industriels. L'Accord s'est avéré un tel succès qu'il a été étendu à la technologie spatiale et à la biotechnologie. (Entre autres exemples: (A) un accord entre Servo Robot de Montréal et Daihen d'Osaka sur la fourniture de systèmes de vision pour les robots soudeurs; et (B) un échange entre la Fondation de recherches de l'Ontario et le Centre de céramique fine du Japon.)

Les activités sont allées bon train puisque huit missions, auxquelles ont participé plus de 100 hommes d'affaires, se sont rendues au Japon. L'une d'entre elles, dirigée par l'Association des manufacturiers canadiens, est actuellement au Japon afin d'étudier le secteur des techniques de fabrication de pointe.

En outre, des consultations ont eu lieu le mois dernier à Ottawa concernant la politique financière. Puis la semaine dernière à Tokyo, nos fonctionnaires ont discuté de la situation des industries de produits forestiers et, la semaine prochaine, ils aborderont la question du commerce agricole.

Les ventes canadiennes au Japon en 1985 ont dépassé d'un demi milliard de dollars la valeur totale de nos exportations vers l'Amérique latine, les Antilles, l'Afrique et le Moyen-Orient réunis. De même, les exportations canadiennes vers le Japon excèdent la valeur totale de nos exportations vers l'ensemble de nos partenaires européens au Sommet économique.

En fait, nos échanges bilatéraux ont atteint 11,8 milliards \$ en 1985. Au cours des huit premiers mois de 1986, les exportations canadiennes vers le Japon ont augmenté de plus de 8 %, passant à 4 milliards \$, tandis que nos importations en provenance du Japon augmentaient de plus de 32 % par rapport à l'année précédente, passant à 5 milliards \$.

Si les tendances actuelles se maintiennent, le Japon affichera bientôt l'excédent de commerce de marchandises le plus important à l'égard du Canada. Notre relation commerciale demeurera constructive, mais nous devons éviter de conforter l'impression selon laquelle les dividendes de l'expansion du commerce sont inéquitablement répartis.

Ces chiffres m'inquiéteraient si les importants excédents commerciaux japonais étaient attribuables à un déséquilibre dans l'accessibilité de nos deux marchés. Je m'inquiéteraient également si le Japon décidait de résoudre ses problèmes d'équilibre commercial avec d'autres pays sans tenir compte de l'intérêt du Canada. Notre première tâche consiste donc à nous assurer que l'expansion de nos échanges commerciaux est à notre avantage mutuel.

Le Canada aimerait exporter davantage de biens fabriqués vers le Japon, ce dont M. Kanao a discuté lors de sa visite au pays. Au cours des derniers mois, nous avons assisté à une hausse marquée des ventes de certains produits canadiens, comme les aliments transformés. Il s'agit d'un domaine où les exportateurs canadiens pourraient connaître plus de succès.

Mon premier objectif est donc de diversifier la teneur de nos échanges commerciaux avec le Japon et d'éliminer les obstacles à leur expansion.

Lors de ma rencontre avec le ministre du Commerce international et de l'industrie, M. Tamura, j'ai réaffirmé que le Canada est déterminé à faire progresser rapidement les négociations commerciales multilatérales, particulièrement dans le domaine de l'agriculture. J'ai souligné l'importance pour nous de conserver notre part des ventes de charbon au Japon et notre intention de demeurer un fournisseur compétitif et fiable. J'ai déclaré que le gouvernement du Canada continue d'appuyer les efforts faits par EACL pour vendre le CANDU au Japon. Nous avons également discuté de la coopération industrielle accrue entre le Canada et le Japon, notamment de l'heureuse décision des fabricants d'automobiles japonais d'investir dans des usines d'assemblage au Canada.

J'ai souligné qu'il importait que les Japonais augmentent leurs investissements dans notre industrie de pièces automobiles, tant sous forme de coentreprises avec des sociétés canadiennes que d'investissements directs.

Lorsque nous cherchons à attirer davantage d'investissements directs japonais au Canada, nous sommes évidemment encouragés par la confiance qu'ont en notre pays les investisseurs japonais qui achètent des valeurs de portefeuille. Nous notons que le Japon est devenu cette année le plus grand acheteur étranger de valeurs canadiennes.

J'ai discuté avec le ministre de la Construction, M. Amano, d'une révision des codes du bâtiment qui permettrait la mise en chantier de maisons multifamiliales de trois étages à ossature de bois, ce qui profiterait aux exportateurs canadiens de bois d'oeuvre. Ma démarche fait suite à la réunion de nos deux premiers ministres au mois de mai dernier, au cours de laquelle le premier ministre Nakasone a communiqué au premier ministre Mulroney son intention de modifier les codes du bâtiment du Japon dans un proche avenir.

J'ai exhorté le ministre Kato de l'Agriculture, des Pêches et des Forêts à abolir le droit de douane sur l'épinette, le pin et le sapin. Cette mesure mettrait l'industrie canadienne du bois d'oeuvre sur un pied d'égalité avec ses concurrents et lui permettrait de profiter des possibilités de croissance que présente le marché de la construction domiciliaire, que nous avons tellement cherché à développer.

Peu après être devenue ministre du Commerce extérieur, je me suis rendue à Sintra, au Portugal, pour participer à la réunion des ministres du Commerce du Japon,

des États-Unis et de la Communauté économique européenne. J'y ai rencontré pour la première fois M. Tamura, ministre du Commerce extérieur et de l'industrie, et nous avons collaboré de façon très positive afin de réduire le protectionnisme commercial. Les discussions franches et éclairantes de ce petit groupe ont constitué un prologue important à la réunion du GATT à Punta del Este, en Uruguay, qui a lancé la nouvelle série de NCM après une semaine de négociations intensives et difficiles.

La montée du protectionnisme mondial et particulièrement américain suscite la même inquiétude au Canada et au Japon. Les obstacles au commerce sont tout simplement des obstacles aux affaires.

Nos relations avec les États-Unis vous intéressent certainement. Le Canada recherche un arrangement commercial meilleur et plus certain avec les États-Unis. Nos échanges bilatéraux représentent une valeur totale de 150 milliards \$ et nous continuons d'être le partenaire commercial le plus important l'un de l'autre. Nous croyons que la relation commerciale bilatérale la plus importante au monde nécessite une attention spéciale et spécifique. Nous continuerons de rechercher un accord équilibré qui nous assurera l'accès à notre plus important marché et qui ouvrira de nouveaux débouchés à nos exportateurs. Pour être viable, cet accord doit être équilibré et avantageux pour les deux parties. Je crois fermement qu'on peut y parvenir.

Je crois également qu'un nouvel arrangement avec les États-Unis parfaitement conforme au GATT stimulera l'expansion du commerce mondial, y compris avec le Japon, et servira de catalyseur à la nouvelle série de NCM.

Le Canada est également déterminé à valoriser son association économique avec le Japon, son deuxième partenaire commercial en importance. Nous endossons les observations faites par M. Kanao à la fin de sa visite le mois dernier, à propos du nouveau Canada.

Il ne devrait y avoir aucun doute quant à l'importance que le Canada accorde à la participation du Japon à son économie. Les secteurs public et privé de notre pays veulent également souligner ce message.

Un groupe de Canadiens éminents m'a accompagnée au Japon. Permettez-moi de vous les présenter.

Mon collègue Bill Kempling, un vétéran de la Chambre des communes, est président du Groupe parlementaire Canada-Japon.

Puisque le charbon et le bois d'oeuvre comptent parmi nos principales exportations de ressources au Japon, je me suis fait accompagner de deux leaders de ces industries: ce sont Giacomo Capobianco, président de l'Association charbonnière canadienne, et Clive Roberts, président de Seaboard Lumber.

Robert Blanchard, premier vice-président du Syndicat international des travailleurs du bois d'Amérique, représente le mouvement syndical canadien, particulièrement dans le secteur forestier. Il rencontre ce matin ses homologues du mouvement syndical japonais.

International Geosystems Corporation de Vancouver est représentée par son président, Hugh Mah. Sa société est un leader mondial dans le développement de systèmes de traitement de texte en mandarin et travaille actuellement à un système en japonais.

Également de Vancouver, Arthur Hara est président du conseil d'administration de Mitsubishi Canada, l'une des principales sociétés commerciales du Japon. M. Hara est membre de l'Ordre du Canada et ex-président du Vancouver Board of Trade.

David Culver, président-directeur général de l'Alcan Aluminium Limitée, se joindra à nous plus tard aujourd'hui. À titre de président du Comité de coopération commerciale Canada-Japon, M. Culver joue un rôle critique dans le renforcement des liens entre sociétés japonaises et canadiennes. Je sais qu'il se fera un plaisir d'accueillir le Comité Canada-Japon à Vancouver, en mai prochain.

Tokyo étant l'une des capitales financières du monde où le Canada a une présence importante, j'ai demandé à Steve Probyn, vice-président chez Wood Gundy, et à Charles Coffey, vice-président à la Banque royale du Canada, de m'accompagner.

Je voudrais également remercier tout particulièrement l'ambassadeur Steers et son personnel dont le travail quotidien contribue à renforcer la relation Canada-Japon. Ils servent bien leur pays.

Je remercie chacun d'entre eux et les nombreuses autres personnes qui sont présentes ici aujourd'hui et qui sont membres clés de l'Équipe canadienne. Leur présence à mes côtés concrétise notre engagement envers la région du Pacifique, particulièrement envers le Japon. À titre de député de Vancouver, c'est un engagement auquel j'adhère sans réserve. Les sentiments et les discours doivent maintenant céder la place aux faits et à l'action. Le Canada fera sa part et nous comptons sur le Japon pour qu'il fasse la sienne.

Merci.